



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/14
10 novembre 2016

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-dix-septième réunion
Montréal, 28 novembre - 2 décembre 2016

RAPPORT PÉRIODIQUE DU PNUE AU 31 DÉCEMBRE 2015

1. Le présent document présente le rapport périodique du PNUE en date du 31 décembre 2015¹, et comprend les points suivants :

Résumé analytique

- Partie I : Avancement de la mise en œuvre au 31 décembre 2015 (cumulatif)
- Partie II : Avancement de la mise en œuvre de projet en 2015
- Partie III : Recommandations du Secrétariat
- Annexe I : Données sur la mise en œuvre des projets en 2015, par pays

Résumé analytique

2. Ce qui suit est un résumé de l'avancement de la mise en œuvre des activités et des projets entrepris par le PNUE jusqu'au 31 décembre 2015, pour l'année 2015 et pour toutes les années cumulées depuis 1991 :

- a) **Élimination** : En 2015, zéro tonne PAO de consommation a été éliminée et 28,9 tonnes PAO supplémentaires de consommation de HCFC ont été approuvées aux fins d'élimination. Depuis 1991, 1 551 tonnes PAO de consommation de SAO ont été éliminées sur un total prévu de 1 877 tonnes PAO pour les projets approuvés (à l'exception des projets annulés ou transférés) ;
- b) **Décaissements/approbations** : En 2015, 11,95 millions \$US ont été décaissés et 11,53 millions \$US ont été planifiés pour décaissement sur la base du rapport périodique de 2014, ce qui correspond à un taux de décaissement de 104 pour cent par rapport à ce qui était prévu. Au niveau cumulatif, 220,63 millions \$US ont été décaissés sur un total

¹ Le rapport périodique est joint. Les données ont été intégrées dans la base de données du rapport périodique global qui est disponible sur demande.

de 262,74 millions \$US approuvés pour décaissement (à l'exception des coûts d'agence). Ceci représente un taux de décaissement de 84 pour cent. En 2015, 24,03 millions \$US ont été approuvés pour la mise en œuvre ;

- c) **Nombre de projets achevés :** En 2015, 60 projets ont été achevés. Depuis 1991, sur les 1 979 projets approuvés (à l'exclusion des projets clôturés ou transférés), 1 577 projets ont été achevés. Ce nombre représente un taux d'achèvement de 80 pour cent ;
- d) **Rapidité d'exécution - projets ne portant pas sur des investissements :** Les projets achevés en 2015 ont été terminés en moyenne 40 mois après leur approbation. Depuis 1991, la durée moyenne d'exécution des projets ne portant pas sur des investissements est de 35 mois après leur approbation. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués en moyenne 10 mois après leur approbation ;
- e) **Préparation de projet :** Sur les 192 activités de préparation de projet approuvées d'ici la fin de 2015, 175 ont été achevées et 17 étaient toujours en cours. En 2015, deux activités de préparation de projet ont été achevées ;
- f) **Retards dans la mise en œuvre :** On comptait, au total, 385 projets ne portant pas sur des investissements en cours de mise en œuvre à la fin de 2015. Ces projets connaissent en moyenne un retard de 12 mois. Toutefois, les projets classés comme « projets connaissant des retards de mise en œuvre » qui font l'objet de procédures d'annulation sont au nombre de quatre (les accords pluriannuels n'étant pas soumis à ces procédures) ; et
- g) **Accords pluriannuels :** En 2015, le PNUE a mis en œuvre trois accords pluriannuels (AP) pour les CFC ou les SAO, un accord pluriannuel pour la consommation de bromure de méthyle et 103 accords pluriannuels pour les plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH). Depuis 1991, 178 accords pluriannuels ont été approuvés et 69 ont été achevés.

Partie I : Avancement de la mise en œuvre au 31 décembre 2015 (cumulatif)

3. À cette date, le Comité exécutif avait approuvé un montant de 285,34 millions \$US, soit 262,74 millions \$US pour la mise en œuvre de projets d'investissement et de projets ne portant pas sur des investissements, et 22,6 millions \$US pour les coûts d'agence et le soutien administratif, comme l'indique le tableau 1. En 2015, 182 nouveaux projets et activités ont été approuvés. Ce niveau de financement devrait permettre l'élimination de 1 877 tonnes PAO de consommation de SAO.

Tableau 1: Financement approuvé par secteur pour le PNUE au 31 décembre 2015

Secteur	Financement (\$US)
Aérosols	882 689
Destruction	232 200
Halons	767 640
Fumigènes	2 650 504
Plan d'élimination	42 030 895
Réfrigération	13 501 555
Divers	202 476 052
Solvants	198 860
Total partiel	262 740 395
Coûts administratifs	22 597 747
Total	285 338 142

4. Un résumé par catégorie de l'état de la mise en œuvre des projets est présenté au tableau 2.

Tableau 2 : État de la mise en œuvre des projets par catégorie

Catégorie	Nombre de projets*			Financement (\$US)			
	Approuvés	Achevés	% achevés	Approuvé	Décaissé	Solde	% décaissé
Programme de pays	94	94	100	2 946 574	2 959 360	-12 786	100
Démonstration	2	0	0	230 000	160 627	69 373	70
Renforcement des institutions	708	580	82	52 812 124	42 419 575	10 392 549	80
Investissement	1	0	0	135 000	0	135 000	0
Préparation de projet	192	175	91	8 555 049	7 995 324	559 725	93
Assistance technique	786	532	68	183 769 090	152 795 851	30 973 240	83
Formation	196	196	100	14 292 557	14 301 145	-8 588	100
Total	1 979	1 577	80	262 740 395	220 631 882	42 108 513	84

*Sauf les projets clôturés et transférés.

5. Le tableau 3 présente une vue d'ensemble de l'état de mise en œuvre des projets par année². Tous les projets et toutes les activités approuvés entre 1991 et la fin de 2006 (à l'exception de 2002) sont maintenant achevés.

Tableau 3 : État de la mise en œuvre des projets par année

Année	Nombre de projets*			Financement (\$US)			
	Approuvés	Achevés	% achevés	Approuvé	Décaissé	Solde	% décaissé
1991	11	11	100	1 372 335	1 372 335	0	100
1992	15	15	100	1 711 000	1 711 000	0	100
1993	49	49	100	4 194 343	4 194 343	0	100
1994	58	58	100	4 231 169	4 243 955	-12 786	100
1995	50	50	100	4 047 683	4 047 683	0	100
1996	47	47	100	3 366 039	3 366 039	0	100
1997	87	87	100	7 962 291	7 962 291	0	100
1998	64	64	100	4 669 124	4 669 124	0	100
1999	87	87	100	6 368 983	6 372 047	-3 064	100
2000	85	85	100	6 300 398	6 305 922	-5 524	100
2001	59	59	100	7 411 159	7 411 159	0	100
2002	72	71	99	9 469 401	9 452 376	17 025	100
2003	78	78	100	11 165 394	11 165 394	0	100
2004	99	99	100	12 362 652	12 362 652	0	100
2005	72	72	100	12 339 483	12 339 483	0	100
2006	108	108	100	12 732 371	12 739 856	-7 485	100
2007	79	77	97	14 735 695	14 565 729	169 966	99
2008	132	129	98	17 984 123	17 840 550	143 573	99
2009	116	110	95	17 736 668	16 853 155	883 513	95
2010	79	74	94	14 390 276	13 992 350	397 925	97
2011	100	76	76	17 389 138	15 860 493	1 528 645	91

² Les données sont présentées en fonction de l'année d'approbation de projet par le Comité exécutif. Elles traitent toutes les approbations (projets d'investissement et projets ne portant pas sur des investissements) sur un pied d'égalité (c.-à-d. qu'un projet d'investissement ou une tranche de financement annuelle en vertu d'un accord pluriannuel s'élevant à 1 million \$US est considéré comme un projet, au même titre qu'une activité de préparation de programme de pays d'une valeur de 30 000 \$US). Les indicateurs clés du résumé annuel sont : le pourcentage de projets achevés, les tonnes PAO éliminées et le pourcentage de fonds décaissés. On distingue trois types de décaissements : pendant la mise en œuvre, après la mise en œuvre et pour des projets à financement rétroactif.

Année	Nombre de projets*			Financement (\$US)			
	Approuvés	Achevés	% achevés	Approuvé	Décaissé	Solde	% décaissé
2012	81	44	54	17 535 515	12 973 695	4 561 820	74
2013	92	21	23	14 367 298	10 448 975	3 918 323	73
2014	77	5	6	14 868 679	8 373 204	6 495 475	56
2015	182	1	1	24 029 179	8 072	24 021 107	0
Total	1 979	1 577	80	262 740 395	220 631 882	42 108 513	84

*Sauf les projets clôturés et transférés.

Partie II : Avancement de la mise en œuvre des projets en 2015

6. Le Secrétariat a examiné, pays par pays, l'état d'avancement des projets en tenant compte des retards dans la mise en œuvre par rapport aux dates d'achèvement prévues qui ont été communiquées en 2015 et les conséquences possibles de ces retards sur le processus d'élimination et le taux des décaissements prévus.

Retards dans la mise en œuvre

7. L'examen du rapport périodique de 2015 a révélé que sur 116 projets en cours (projets de renforcement des institutions et préparations de projet non inclus), 79 projets, depuis le rapport périodique de 2014, ont connu une prolongation du délai prévu pour leur achèvement. Le Comité exécutif pourrait envisager de prendre note que le PNUE rendra compte à la 78^e réunion de l'état de quatre projets subissant des retards de mise en œuvre³ (dont un a déjà été également classé en 2014 comme ayant des retards de mise en œuvre), qui figurent à l'Appendice I de l'Annexe III du rapport périodique global (UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/11).

8. Le PNUE a achevé 40 pour cent des projets qu'il avait projeté de mener à bien en 2015. Il avait planifié des décaissements dans 116 pays ou régions, et a réalisé un taux global de décaissement de 104 pour cent en 2015.

9. Cette partie du rapport périodique résume les progrès accomplis et les renseignements financiers, et met en relief les retards subis ou les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre pour les projets en cours suivants⁴ :

- a) Les projets liés aux CFC et aux SAO ;
- b) Les projets visant l'élimination de la consommation de bromure de méthyle ;
- c) Les projets portant sur l'élimination des déchets de SAO ;

³ Le Comité exécutif a défini les projets connaissant des retards d'exécution comme étant des projets approuvés depuis plus de 18 mois avec des décaissements inférieurs à un pour cent, ou des projets qui auraient dû être terminés 12 mois après la date prévue dans le dernier rapport périodique (décision 22/61).

⁴ Les projets en cours sont tous les projets ayant été approuvés par le Comité exécutif et qui étaient en cours d'exécution au 31 décembre 2015. Les principaux indicateurs d'avancement incluent : le pourcentage des fonds décaissés et le pourcentage des projets ayant commencé à décaisser des fonds ; le financement devant être décaissé d'ici la fin de l'année (fonds décaissés plus décaissements estimés en 2015), en pourcentage du financement approuvé ; la durée moyenne des retards prévus dans la mise en œuvre (achèvement de projets par proposition et date d'achèvement actuellement prévue) ; et les informations contenues dans la colonne des remarques dans la base de données du rapport périodique.

- d) Les projets portant sur l'élimination des HCFC, y compris les activités de préparation de projet, les projets de démonstration, les PGEH et les enquêtes sur les solutions de remplacement des SAO ; et
- e) Les projets de renforcement des institutions.

Activités liées aux CFC et aux SAO

10. Au 31 décembre 2015, toutes les activités d'élimination associées à 65 accords pluriannuels avaient été achevées, en attente uniquement de la clôture financière et de la présentation des rapports d'achèvement de projet, le cas échéant. Trois accords pluriannuels pour l'élimination de CFC ou de SAO étaient toujours en cours. En Iraq, la seule activité restante de la formation sur la réfrigération commerciale à mettre en œuvre en dehors du pays est prévue au cours du troisième trimestre 2016. Le retard du rapport financier par le pays est dû à un changement intervenu au ministère de l'Environnement qui a fusionné avec le ministère de la Santé, ainsi qu'au départ à la retraite de l'administrateur de l'ozone. Début 2016, l'Unité nationale de l'ozone (UNO) a recommencé à fonctionner normalement. Le PNUE a indiqué que le projet au Koweït était achevé sur le plan opérationnel. Pour le Yémen, il y a un paiement restant qui n'a pas pu être traité en raison des conditions de sécurité dans le pays.

11. Un plan de gestion des frigorigènes aux Maldives (MDV/REF/38/TAS/05) a été classé à tort comme étant en cours. Le projet a été approuvé en novembre 2002, mais sur les 115 000 \$US approuvés pour celui-ci, 26 444 \$US avaient été décaissés au 31 décembre 2015. Le Comité exécutif pourrait envisager de fixer à décembre 2015 la date d'achèvement et demander que le solde des fonds soit restitué lors de la 78^e réunion.

Projets visant l'élimination de la consommation de bromure de méthyle

12. Au 31 décembre 2015, un accord pluriannuel pour le bromure de méthyle au Chili et un projet autonome à Trinité-et-Tobago pour l'élimination de la consommation de bromure de méthyle étaient encore en cours. Le projet au Chili est maintenant achevé d'un point de vue opérationnel. À Trinité-et-Tobago, le plan d'action a été approuvé par l'UNO et la première formation avec des utilisateurs de bromure de méthyle a été organisée ; les dernières informations indiquent que le projet a été achevé en 2016, mais le rapport périodique indique un décaissement de niveau zéro. Le Comité exécutif pourrait envisager de fixer à décembre 2015 la date d'achèvement du projet sur le bromure de méthyle à Trinité-et-Tobago (TRI/FUM/65/TAS/28) et demander que le solde des fonds soit restitué lors de la 78^e réunion.

Destruction des déchets de SAO

13. Le Comité exécutif a approuvé deux projets de destruction des SAO, un portant sur l'assistance technique au Népal (NEP/DES/59/TAS/27) et un autre sur la démonstration en Europe et en Asie centrale (EUR/DES/69/DEM/13) d'une stratégie régionale pour la gestion et l'élimination des déchets de SAO, qui sont en cours de mise en œuvre. Le PNUE a indiqué que le projet réalisé au Népal est achevé d'un point de vue opérationnel, mais l'examen de l'état du projet est toujours en cours. En ce qui concerne le projet de démonstration, le PNUE a fait part d'un retard dans l'obtention des autorisations et des assurances se rapportant à l'expédition et à la destruction du troisième et dernier lot des déchets de SAO de Croatie et du Monténégro vers l'installation de destruction en Pologne (volet de l'ONUDI). La présentation du rapport final est prévue pour la 78^e réunion.

14. Le Comité exécutif pourrait envisager de demander au PNUE de fournir un rapport de situation lors de la 78^e réunion pour assurer le suivi de l'achèvement de la démonstration d'une stratégie régionale pour la gestion et la destruction des déchets de SAO dans la région de l'Europe et de l'Asie centrale. La question des activités de destruction en cours est traitée dans le rapport périodique global.

Projets liés à l'élimination des HCFC

Préparation des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)

15. Le Comité exécutif a approuvé un montant de 6,39 millions \$US pour 96 activités de préparation de projet dans 88 pays visés à l'article 5, afin de prendre en main les mesures de réglementation sur les HCFC. La mise en œuvre de ces activités a conduit à l'approbation des phases I et II des PGEH dans 102 pays visés à l'article 5. Sur les 96 activités de préparation de projet, 79 ont été achevées. Sur les 17 activités en cours, 15 sont liées à la préparation de la phase II des PGEH, notamment 5 activités approuvées lors de la 72^e réunion et 10 lors de 73^e réunion. Les deux activités restantes ont été approuvées pour la Mauritanie et le Soudan du Sud, respectivement lors des 55^e et 70^e réunions.

16. Dans le cas de la Mauritanie (MAU/PHA/55/PRP/20), le PNUE a indiqué qu'un consultant international a été engagé et que la première version du PGEH serait prête d'ici décembre 2016. La phase I du PGEH pour le Soudan du Sud a été soumise à la 77^e réunion⁵.

17. En ce qui concerne la phase II des PGEH, le projet au Yémen (YEM/PHA/73/PRP/44) est interrompu en attendant que les conditions de sécurité s'améliorent. Les accords respectifs pour les projets en Iraq (IRQ/PHA/73/PRP/21) et au Qatar (QAT/PHA/73/PRP/20) n'ont pas été encore signés par le gouvernement et le PNUE.

18. Le Comité exécutif pourrait envisager de demander au PNUE de soumettre des rapports de situation lors de la 78^e réunion sur la préparation de la phase I du PGEH en Mauritanie afin de suivre la présentation de son PGEH, et sur la préparation de la phase II du PGEH au Yémen pour assurer le suivi de la reprise du projet ; et de suivre en Iraq et au Qatar la signature des accords par le gouvernement et le PNUE.

Projets de démonstration sur les HCFC

19. Le Comité exécutif a approuvé un projet de démonstration sur les HCFC pour la promotion des frigorigènes à faible potentiel de réchauffement de la planète pour les secteurs de la climatisation dans les pays à température ambiante élevée en Asie de l'Ouest (ASP/REF/69/DEM/56). Le rapport final a été déjà soumis lors de la 76^e réunion.

PGEH

20. Au 31 décembre 2015, le Comité exécutif avait approuvé des activités liées aux PGEH dans 102 pays pour un montant s'élevant en principe à 30,11 millions \$US, dont 20,85 millions \$US approuvés pour des activités de tranche. En outre, 31 projets d'assistance technique visant les HCFC, évalués à 1,1 million \$US ont été approuvés, comprenant quatre projets individuels qui ont été achevés, deux projets en cours dans le secteur de la réfrigération qui seront achevés en décembre 2016, et 25 rapports de vérification qui seront achevés en 2016 et 2017.

21. Le PNUE met en œuvre 135 tranches du PGEH. La date d'approbation de cent vingt et une de ces tranches remonte à plus de deux réunions auparavant, et des fonds ont été décaissés pour 74 tranches. Un taux de décaissement situé au-dessous de 10 pour cent et/ou des problèmes dans la signature de l'accord ont été rapportés pour un certain nombre de projets, comme l'indique le tableau 4.

⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/63.

Tableau 4: Activités en cours du PGEH connaissant des problèmes de mise en œuvre

Pays/Code du projet	Financement approuvé, plus ajustements (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés	Solde (\$US)	Problèmes
Afghanistan (AFG/PHA/72/TAS/16)	118 000	18 500	16	99 500	Pas de coordinateur d'unité de gestion de projet.
Antigua-et-Barbuda ANT/PHA/66/TAS/ 14)	45 850	27 235	59	18 615	Signature de la lettre d'approbation du ministère.
Bahreïn (BAH/PHA/68/TAS/28)	120 000	11 020	9	108 980	Les 20 pour cent de taux d'ensemble de décaissement n'ont pas été réalisés mais la nouvelle tranche a été approuvée.
Bahreïn (BAH/PHA/75/TAS/29)	145 000	0	0	145 000	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
Barbade (BAR/PHA/69/TAS/22)	74 000	0	0	74 000	Adjudication des contrats pour le PGEH.
Bénin (BEN/PHA/70/TAS/28)	85 000	0	0	85 000	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Botswana (BOT/PHA/75/TAS/17)	135 000	0	0	135 000	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
Brunei Darussalam (BRU/PHA/74/TAS/16)	27 500	0	0	27 500	Accord non signé par le gouvernement.
Burkina Faso (BKF/PHA/70/TAS/33)	120 000	60 010	50	59 990	Signature du deuxième accord entre le gouvernement et le PNUE pour le dégagement des fonds restants.
République centrafricaine (CAF/PHA/64/TAS/22)	75 000	45 000	60	30 000	Conditions de sécurité dans le pays.
Chili (CHI/PHA/71/TAS/180)	40 127	0	0	40 127	Accord non signé par le gouvernement.
Chili (CHI/PHA/73/TAS/185)	27 022	0	0	27 022	Accord non signé par le gouvernement.
Colombie (COL/PHA/75/TAS/93)	50 000	0	0	50 000	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
République démocratique du Congo (DRC/PHA/70/TAS/38)	116 500	45 622	39	70 878	Achèvement de la formation du nouvel administrateur national du bureau de l'ozone.
République dominicaine (DOM/PHA/69/TAS/52)	25 000	0	0	25 000	Achèvement du processus d'appel d'offres global.
El Salvador (ELS/PHA/65/TAS/28)	166 500	47 241	28	119 259	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE (l'accord initial est arrivé à expiration).
El Salvador (ELS/PHA/74/TAS/32)	18 500	0	0	18 500	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
Grenade (GRN/PHA/62/TAS/18)	105 000	52 071	50	52 929	Transfert des investissements aux activités ne portant pas sur des investissements.
Haïti (HAI/PHA/68/TAS/18)	40 000	17 074	43	22 926	Signature d'un nouvel accord et désignation d'une assistance juridique pour aider à l'élaboration des réglementations.
Honduras (HON/PHA/63/TAS/35)	75 000	41 178	55	33 822	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
Honduras (HON/PHA/70/TAS/38)	50 000	0	0	50 000	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
Inde (IND/PHA/71/TAS/450)	344 640	0	0	344 640	Amendement à l'accord non signé.
Inde (IND/PHA/75/TAS/466)	86 160	0	0	86 160	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.

Pays/Code du projet	Financement approuvé, plus ajustements (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés	Solde (\$US)	Problèmes
Iraq (IRQ/PHA/65/TAS/17)	115 000	0	0	115 000	Présentation au PNUE des rapports exigés sur les dépenses et rapports périodiques par le gouvernement en souffrance.
Iraq (IRQ/PHA/74/TAS/22)	325 000	0	0	325 000	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
Malawi (MLW/PHA/70/TAS/34)	55 000	0	0	55 000	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Mali (MLI/PHA/71/TAS/33)	55 000	0	0	55 000	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Mozambique (MOZ/PHA/73/TAS/25)	35 000	5 930	17	29 070	Achèvement de la fourniture des équipements.
Nauru (NAU/PHA/63/TAS/07)	45 625	43 747	96	1 878	Absence d'un administrateur national de l'ozone.
Nauru (NAU/PHA/74/TAS/10)	20 975	0	0	20 975	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
Népal (NEP/PHA/66/TAS/29)	63 000	46 900	74	16 100	Absence d'un administrateur national de l'ozone.
Népal (NEP/PHA/75/TAS/34)	50 400	0	0	50 400	Absence d'un administrateur national de l'ozone.
Oman (OMA/PHA/65/TAS/22)	65 000	57 734	89	7 266	Adoption et application du système électronique des autorisations et du programme de certification.
Pakistan (PAK/PHA/70/TAS/84)	200 000	100 000	50	100 000	Signature du protocole d'accord pour la formation des techniciens.
Pakistan (PAK/PHA/73/TAS/90)	40 000	0	0	40 000	Incohérence de la phase II indiquant que la phase I était presque achevée alors que la date d'achèvement prévue se situe deux ans plus tard que celle indiquée dans le dernier rapport périodique.
Philippines (PHI/PHA/68/TAS/95)	1 240 575	350 580	28	889 995	Accord arrivé à expiration sans que le projet soit achevé du fait des rapports exigés non fournis.
Qatar (QAT/PHA/65/TAS/17)	105 000	0	0	105 000	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
Arabie saoudite (SAU/PHA/68/TAS/16)	233 674	20 739	9	212 935	Achèvement du rapport exigé sur les dépenses.
Arabie saoudite (SAU/PHA/68/TAS/18)	56 726	4 014	7	52 712	Achèvement du rapport exigé sur les dépenses.
Serbie (YUG/PHA/71/TAS/43)	27 500	4 125	15	23 375	Achèvement de la formation destinée aux agents des douanes et aux inspecteurs environnementaux.
Suriname (SUR/PHA/74/TAS/22)	28 500	0	0	28 500	Accord non signé par le gouvernement et le PNUE.
Vanuatu (VAN/PHA/63/TAS/09)	76 250	71 919	94	4 331	Présentation par le gouvernement des rapports exigés sur les dépenses et rapports périodiques en souffrance.
Yémen (YEM/PHA/68/TAS/40)	215 000	0	0	215 000	Conditions d'insécurité persistant avec aucun fonds décaissé depuis plusieurs années.

22. Le Comité exécutif pourrait envisager de demander au PNUE de soumettre lors de la 78^e réunion des rapports de situation sur les PGEH énumérés au tableau 4 afin de suivre/résoudre les problèmes indiqués dans la dernière colonne.

Enquêtes sur les solutions de remplacement des SAO

23. Le Comité exécutif a approuvé 85 projets concernant des enquêtes sur les solutions de remplacement des SAO⁶. Au 31 décembre 2015, un projet était achevé (au Maroc) et 84 projets sont toujours en cours de mise en œuvre. Pour ces derniers, le consultant a été engagé et, dans la plupart des cas, l'enquête est en cours pour 71 pays⁷ ; l'accord n'a pas été signé pour sept pays (Brunei Darussalam, Micronésie (États fédérés de), Myanmar, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Tonga et Vanuatu) ; le consultant n'a pas encore été engagé dans le cas de trois pays (Bahreïn, Barbade, et Guyana) ; un pays connaît des difficultés dues au retard du transfert des fonds (Mali) ; un autre pays a fait part d'une capacité nationale limitée et suggère que le PNUE conduise directement la mise en œuvre du projet (Nauru) ; et un autre encore a communiqué des problèmes de sécurité (Burundi).

24. La nécessité de terminer et de soumettre toutes les enquêtes sur les solutions de remplacement des SAO d'ici le mois de janvier 2017 est traitée dans le rapport périodique global.

Projets de renforcement des institutions

25. Le Comité exécutif a approuvé 708 projets de renforcement des institutions dans 109 pays, mis en œuvre par le PNUE. Au 31 décembre 2015, 128 projets sont encore en cours dans 102 pays. Au cours de l'année 2015, le PNUE a renouvelé 40 activités de renforcement des institutions. L'examen du rapport périodique a révélé les problèmes suivants : mise en place d'un mécanisme de transfert de fonds pour la République populaire démocratique de Corée (DRK/SEV/68/INS/57) ; situation d'insécurité en République centrafricaine (CAF/SEV/68/INS/23) ; présentation des rapports requis sur les dépenses et des rapports périodiques par le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda (ANT/SEV/68/INS/15 et ANT/SEV/73/INS/16) ; nomination d'un administrateur national de l'ozone à Nauru (NAU/SEV/67/INS/08 et NAU/SEV/72/INS/09) et au Népal (NEP/SEV/72/INS/32) ; retard dans le premier décaissement pour l'Algérie (ALG/SEV/73/INS/81), les Bahamas (BHA/SEV/72/INS/22), Brunei Darussalam (BRU/SEV/73/INS/15), l'Érythrée (ERI/SEV/68/INS/12), la Namibie (NAM/SEV/73/INS/20), Sainte-Lucie (STL/SEV/73/INS/23), le Swaziland (SWA/SEV/71/INS/21), et le Vietnam (VIE/SEV/73/INS/68).

26. Le Comité exécutif pourrait envisager de demander au PNUE de soumettre lors de la 78^e réunion un rapport de situation sur les projets de renforcement des institutions pour les pays suivants : Algérie, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Brunei Darussalam, Érythrée, Namibie, Nauru, Népal, République centrafricaine, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Swaziland, et Vietnam afin de suivre l'avancement de la mise en œuvre du renforcement des institutions et le taux de décaissement des fonds approuvés.

Coûts administratifs

27. Sur le montant de 262 740 395 \$US approuvé pour la mise en œuvre de projets, 22 597 747 \$US ont été décaissés pour les coûts administratifs, donnant un ratio global des coûts administratifs de 8,6 pour

⁶ Les rapports d'enquête sur les SAO devraient être soumis d'ici janvier 2017 pour permettre au Secrétariat de fournir une analyse des résultats des enquêtes aux fins d'examen par le Comité exécutif à sa 78^e réunion (décision 74/53 (h)).

⁷ Afghanistan, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie Saoudite, Arménie, Bahamas, Belize, Bénin, Bhutan, Botswana, Burkina Faso, Cambodge, Cap Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Iraq, Jamaïque, Kenya, Kiribati, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Maldives, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Nigéria, Niue, Pakistan, Palau, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Swaziland, Tchad, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Turkménistan, Tuvalu, Zambie, et Zimbabwe.

cent depuis 1991. En 2015, sur le montant approuvé de 24 029 179 \$US, 2 087 068 \$US ont été décaissés pour les coûts administratifs, ce qui donne un ratio global des coûts administratifs de 8,7 pour cent.

Partie III : Recommandations du Secrétariat

28. Le Comité exécutif pourrait envisager de :

- a) Prendre note :
 - i) Du rapport périodique du PNUE au 31 décembre 2015, tel qu'il figure dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/14 ;
 - ii) Que le PNUE présentera un rapport lors de la 78^e réunion concernant 4 projets connaissant des retards de mise en œuvre et 61 projets recommandés pour des rapports de situations supplémentaires, tels qu'indiqués respectivement dans les Appendices I et II de l'Annexe III du document (UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/11 ;
- b) Fixer décembre 2015 comme date d'achèvement et demander que tous les soldes restants soient restitués lors de la 78^e réunion pour les projets suivants :
 - i) Le plan de gestion des frigorigènes aux Maldives (MDV/REF/38/TAS/05) ; et
 - ii) L'assistance technique pour l'élimination de l'utilisation du bromure de méthyle à Trinité-et-Tobago (TRI/FUM/65/TAS/28).

Annex I

UNEP PROJECT IMPLEMENTATION BY COUNTRY

Country	Estimated funds disbursed in 2015 (US\$)	Funds disbursed in 2015 (US\$)	Percentage of funds disbursed over estimation in 2015	Percentage of planned projects completed in 2015
Afghanistan	180,679	18,500	10	100
Albania	10,698	3,992	37	
Algeria	128,700	38,724	30	
Angola	27,075	69,950	258	0
Antigua and Barbuda	18,615	0	0	0
Argentina	0	0		
Armenia	0	3,934		
Bahamas (the)	78,310	0	0	
Bahrain	185,980	20,000	11	0
Bangladesh	115,830	115,830	100	0
Barbados	36,500	44,633	122	100
Belize	0	30,680		
Benin	105,000	42,000	40	100
Bhutan	69,710	38,258	55	0
Bolivia (Plurinational State of)	0	31,546		
Botswana	53,888	0	0	0
Brunei Darussalam	43,678	19,500	45	0
Burkina Faso	94,760	60,010	63	100
Burundi	70,956	73,956	104	0
Cambodia	103,256	44,249	43	50
Cameroon	69,664	99,547	143	100
Cabo Verde	65,000	44,077	68	100
Central African Republic (the)	54,973	0	0	
Chad	26,355	69,975	266	0
Chile	152,372	85,964	56	0
China	1,044,191	741,081	71	0
Colombia	9,497	0	0	100
Comoros (the)	95,400	81,684	86	100
Congo (the)	75,060	59,836	80	100
Democratic Republic of the Congo (the)	76,895	0	0	0
Cook Islands	3,143	0	0	100
Costa Rica	0	0		
Cote d'Ivoire	152,430	25,204	17	100
Croatia	86,300	25,286	29	0
Cyprus	0	0		
Djibouti	65,000	24,004	37	100
Dominica	7,243	0	0	
Dominican Republic (the)	25,000	72,124	288	
Ecuador	59,814	46,706	78	100
Egypt		0		0
El Salvador	51,560	4,565	9	
Equatorial Guinea	73,765	0	0	0

Country	Estimated funds disbursed in 2015 (US\$)	Funds disbursed in 2015 (US\$)	Percentage of funds disbursed over estimation in 2015	Percentage of planned projects completed in 2015
Eritrea	115,173	32,500	28	0
Ethiopia	5,000	0	0	0
Fiji	0	0		
Gabon	72,166	0	0	100
Gambia (the)	52,260	15,000	29	
Georgia	0	0		
Ghana	0	0		
Grenada	21,955	0	0	100
Guatemala	63,250	0	0	0
Guinea	18,691	26,938	144	100
Guinea-Bissau	15,973	63,000	394	100
Guyana	0	25,220		100
Haiti	14,217	9,040	64	0
Honduras	83,822	0	0	
India	512,546	166,974	33	0
Iran (Islamic Republic of)	154,036	23,806	15	
Iraq	1,062,157	36,592	3	0
Jamaica	57,141	20,335	36	100
Kenya	76,067	39,532	52	100
Kiribati	16,421	16,525	101	50
Democratic People's Republic of Korea (the)	233,265	119,149	51	0
Kuwait	78,243	13,842	18	0
Kyrgyzstan	0	3,553		100
Lao People's Democratic Republic (the)	68,709	37,576	55	50
Lebanon	0	0		
Lesotho	40,500	40,500	100	0
Liberia	58,500	65,713	112	0
Madagascar	61,000	69,627	114	100
Malawi	70,128	36,733	52	
Malaysia	0	0		
Maldives	136,402	92,640	68	0
Mali	115,677	0	0	100
Malta	0	0		
Marshall Islands (the)	38,397	0	0	0
Mauritania	93,883	0	0	
Mauritius	40,500	15,000	37	
Micronesia (Federated States of)	3,701	30,813	833	100
Republic of Moldova (the)	4,086	9,295	227	50
Mongolia	112,000	46,228	41	100
Morocco	194,180	0	0	100
Mozambique	37,400	24,700	66	0
Myanmar	254,942	1,237	0	0
Namibia	0	0		
Nauru	1,878	0	0	0
Nepal	47,887	73,150	153	50
Nicaragua	5,007	24,000	479	50

Country	Estimated funds disbursed in 2015 (US\$)	Funds disbursed in 2015 (US\$)	Percentage of funds disbursed over estimation in 2015	Percentage of planned projects completed in 2015
Niger (the)	938	40,828	4353	100
Nigeria	0	0		
Niue	33,236	18,528	56	0
Oman	18,000	18,800	104	0
Pakistan	0	600		0
Palau	31,822	30,000	94	100
Panama	15,624	0	0	0
Papua New Guinea	0	0		
Paraguay	44,473	38,951	88	100
Peru	175,535	0	0	
Philippines (the)	311,692	156,887	50	33
Qatar	110,000	0	0	
Rwanda	85,683	75,683	88	100
Saint Kitts and Nevis	36,000	0	0	100
Saint Lucia	36,650	4,000	11	0
Saint Vincent and the Grenadines	815	0	0	
Samoa	34,998	30,000	86	100
Sao Tome and Principe	118,000	51,873	44	0
Saudi Arabia	517,297	0	0	0
Senegal	77,028	112,102	146	100
Serbia	30,926	7,130	23	
Seychelles	41,050	41,050	100	0
Sierra Leone	92,606	32,900	36	0
Solomon Islands	33,560	14,125	42	0
Somalia	40,500	0	0	0
South Sudan	34,990	0	0	0
Sri Lanka	24,604	5,000	20	
Sudan (the)	105,270	29,590	28	0
Suriname	27,000	0	0	
Swaziland	100,820	0	0	
Syrian Arab Republic	0	0		
United Republic of Tanzania (the)	5,000	0	0	0
Thailand	0	0		
Timor-Leste	118,589	22,961	19	0
Togo	75,053	59,404	79	100
Tonga	36,774	32,550	89	100
Trinidad and Tobago	25,000	0	0	0
Tunisia		20,000		0
Turkey	103,450	64,403	62	
Turkmenistan	0	0		
Tuvalu	3,477	26,706	768	100
Uganda	60,500	0	0	0
Uruguay	0	0		
Vanuatu	4,331	24,112	557	0
Venezuela (Bolivarian Republic of)	111,754	0	0	
Viet Nam	28,976	0	0	100
Yemen	482,072	3,735	1	

Country	Estimated funds disbursed in 2015 (US\$)	Funds disbursed in 2015 (US\$)	Percentage of funds disbursed over estimation in 2015	Percentage of planned projects completed in 2015
Zambia	105,494	0	0	
Zimbabwe	98,242	58,432	59	0
Region: AFR	0	0		
Region: ASP	13,775	27,327	198	50
Region: EUR	48,442	0	0	0
Region: LAC	0	0		
Global	471,888	7,689,409	1629	67
Grand total	11,526,391	11,952,119	104	40

Version 0

**UNEP
ANNUAL PROGRESS AND FINANCIAL REPORT
1 JANUARY – 31 DECEMBER 2015**

PRESENTED TO THE
77TH MEETING OF THE EXECUTIVE COMMITTEE
OF THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION
OF THE MONTREAL PROTOCOL

7 October 2016



United Nations Environment Programme

CONTENTS

I.	PROJECT APPROVALS AND DISBURSEMENTS.....	4
A.	Annual Summary Data.....	4
B.	Interest.....	4
C.	Summary Data by Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA).....	4
D.	Multi-year Agreements.....	4
E.	Sector Phase-Out by Country.....	5
II.	PROJECT COMPLETIONS SINCE LAST REPORT.....	5
A.	ODP Phased Out Since Last Report.....	5
B.	Non-Investment Project Completions Since Last Report.....	5
(a)	Global Projects.....	6
(b)	Regional Projects.....	6
IV.	Performance Indicators.....	6
(a)	Agency Business Plan Performance Goals.....	6
(b)	Cumulative Completed Investment Projects.....	7
(c)	Cumulated Completed Non-Investment Projects.....	7
(d)	Cumulative Ongoing Investment Projects.....	8
(e)	Cumulative Ongoing Non-Investment Projects.....	8
V.	STATUS OF AGREEMENTS AND PROJECT PREPARATION (WHERE APPLICABLE), BY COUNTRY.....	8
(a)	Agreements to be signed/executed/finalized and when they will be ready for disbursing.....	8
(b)	Project Preparation by country, approved amount, and amount disbursed.....	8
VI.	ADMINISTRATIVE ISSUES (OPERATIONAL, POLICY, FINANCIAL, AND OTHER ISSUES).....	8
(a)	Meetings Attended.....	8
(b)	Implementing Agency and Other Co-operation.....	9
(c)	Other Issues.....	9
Annex I:	Country Developments.....	9
A.	Highlights of projects and activities (other than IS).....	9
B.	Institutional strengthening.....	9
C.	Activities that were provided by UNEP from its administrative costs.....	10
D.	Activities conducted by UNEP to assist other agencies.....	10

INTRODUCTION

The United Nations Environment Programme (UNEP) is submitting this Annual Financial and Progress Report (APR) covering the period 1 January to 31 December 2015 for the consideration of the 77th meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund.

UNEP followed the Multilateral Fund's *Revised Operational Guidelines for Progress and Financial Reporting*,¹ as well as guidance received during the two Inter-Agency Coordination Meetings of 2016 (1 - 3 March and 31 August - 1 September) when developing this APR.

This APR details project implementation assistance UNEP provided to developing countries operating under Article 5 of the Montreal Protocol ("Article 5 countries") in accordance with UNEP's 2015-2017 Business Plan, which was endorsed by the 73rd meeting of the Executive Committee.²

The focus and orientation of UNEP's work in 2015 continued to be defined by the evolving needs of Article 5 countries as they progress in their implementation of the Montreal Protocol, and as they meet and sustain compliance with specific obligations. UNEP met its Business Plan objectives by following three parallel tracks of assistance for Article 5 countries:

- Track 1: Support Article 5 countries to implement responsibilities related to HCFC phase out, expeditiously meet the 2015 HCFC control measures and prepare for 2020 and beyond.
- Track 2: Foster strong partnerships in Article 5 countries to ensure sustainable compliance of phase-out targets already met.
- Track 3: Awareness, knowledge-sharing and capacity building services that promote substitutes, and alternatives to ODS that maximize safety and minimize the impact on the environment in support of Decision XIX/6.

UNEP delivered its Business Plan through project-related services at the global, regional and national levels, including new and ongoing projects related to HPMP preparation and implementation, Institutional Strengthening, and various other training and technical assistance projects.

UNEP offered assistance to a majority of Article 5 countries to achieve sustained compliance. UNEP prioritize and delivered assistance on the basis of countries' differentiated needs and priorities. In conformity with its mandate, UNEP dedicated most of its resources to addressing specific problems of low volume consuming countries (LVCs) and very low volume consuming countries (VLVCs). UNEP complemented, supported and backstopped the work of the other Implementing and bilateral Agencies in areas of its comparative advantage and expertise whenever opportune and agreed upon with the agencies concerned.

In 2015, UNEP in cooperation with the other Implementing and Bilateral Agencies provided significant advisory and project implementation support to Article 5 countries that resulted in an overall high note of compliance with the Montreal Protocol and its Amendments by those countries.

UNEP has previously presented to the 75th meeting of the Executive Committee a partial CAP Progress Report for the period 1 January – September 2015 as part of its 2016 Compliance Assistance Programme (CAP) budget request.³ UNEP will present the details of the balance support provided by CAP in 2015 (i.e. October-December) to the 77th Meeting of the Executive Committee as part of UNEP's 2017 CAP Work Programme and Budget request.

¹ MLF/IACM.2014/1/11. Third Revision, 24 February 2014.

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/21.

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/33/Rev.1.

I. PROJECT APPROVALS AND DISBURSEMENTS

A. Annual Summary Data

From June 1991 until the end of December 2015, the Executive Committee approved 1991 projects for implementation by UNEP. The total funding approved for UNEP was US\$ 285,354,880 including programme support costs (PSC), which represents about 9% of the total funding allocation to date approved by the Multilateral Fund for all Implementing Agencies and bilateral agencies. Of these projects, 709 were time-sensitive Institutional Strengthening (IS) projects and 1,282 were objective-sensitive projects.

During 2015, the Executive Committee approved 183 new projects for UNEP to implement, including the 2015 CAP budget. The total value of those approvals was US\$ 24,029,179 plus PSC of US\$ 2,087,068.

Type	Code	Number approved 1991-2014	Number approved 2015	Total
Country Programmes	CPG	95	0	95
Demonstration	DEM	2	0	2
Institutional Strengthening	INS	669	40	709
Investment project	INV	0	1	1
Project preparation	PRP	195	1	196
Technical assistance	TAS	651	141	792
Training	TRA	196	0	196
Total		1808	183	1991

Annex 1: Annual Summary provides details.

B. Interest

The interest accrued from 1991-2015 was US\$ [9,654,696] as follows:

Year	Interest (US\$)
1991-2014	9,637,082
2015	17,614
Total	9,654,696

C. Summary Data by Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

The 183 projects that the Executive Committee approved in 2015 for UNEP implementation at the level of US\$ 24,029,179 plus PSC of US\$ 2,087,068. Of those, 40 were time-sensitive IS projects and 143 were objective-sensitive activities comprising:

Type	Code	Number
Institutional Strengthening	INS	40
Investment project	INV	1
Project preparation	PRP	1
Technical assistance	TAS	141
Total		183

See Annex 1: Summary Data by Projects Type.

D. Multi-year Agreements

From June 1991 until the end of December 2015, the Executive Committee has approved a cumulative 519 MYAs (PHA) for implementation by UNEP. The total funding approved for UNEP for MYAs during this period was US\$ 42,030,895 plus adjustments excluding programme support costs (PSC). UNEP has received a total of US\$ 2,356,655, out of which US\$ 1,536,730 has been disbursed (i.e. 65%).

E. Sector Phase-Out by Country

II. PROJECT COMPLETIONS SINCE LAST REPORT

A. ODP Phased Out Since Last Report

UNEP only implements non-investment projects (i.e. capacity building and technical assistance). Due to the nature of these projects, the directly-associated ODP phase out is either zero or small according to the approved projects. The cumulative ODP phase-out achieved as a result of all completed UNEP projects to date is 1550.9 ODP tonnes.⁴

Since the last APR, UNEP has achieved phase out of 0 ODP tonnes out of a target of 0 ODP tonnes.

Type	Amount phased out 1991-2014 (ODP tonnes)	Amount phased out 2015 (ODP tonnes)	Total
INS	145.0	0.0	145.0
TAS	658.1	0.0	658.1
TRA	747.8	0.0	747.8
	1,550.9	0.0	1,550.9

B. Non-Investment Project Completions Since Last Report

During 2015, UNEP completed 58 projects as follows for a total value of US\$ 13,190,982 excluding PSC:

Type	Code	Number
Institutional Strengthening	INS	34
Technical assistance	TAS	22
Training	TRA	
Country Programmes	CPG	
Project preparation	PRP	2
Demonstration	DEM	
Total		58

The completion of projects by region was as follows:

Region	Number
Africa	27
Asia and the Pacific	17
Europe and Central Asia	2
Latin America and the Caribbean	11
West Asia	0
Global	1

⁴ Excludes new, ongoing, transferred and closed projects.

Region	Number
Total	58

See Annex II, Completed Non-Investment Projects for details.

III. GLOBAL AND REGIONAL PROJECT HIGHLIGHTS

(a) Global Projects

During this APR reporting period, UNEP implemented 2 global projects:

[Compliance Assistance Programme: 2014 \(GLO/SEV/73/TAS/321\)](#)

[Compliance Assistance Programme: 2015 \(GLO/SEV/73/TAS/323\)](#)

(b) Regional Projects

During this APR reporting period, UNEP implemented 6 regional projects:

[Promoting low-global warming potential refrigerants for air-conditioning sectors in high-ambient temperature countries in West Asia \(ASP/REF/69/DEM/56\).](#)

[HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach \(MAS/PHA/63/TAS/08\).](#)

[HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach \(stage I, first tranche, Niue\) \(NIU/PHA/63/TAS/07\).](#)

[HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach \(stage I, first tranche, Solomon Islands\) \(SOI/PHA/63/TAS/08\).](#)

[HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach \(stage I, first tranche, Marshall Islands\) \(MAS/PHA/63/TAS/08\).](#)

[HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach \(stage I, first tranche, Tonga\) \(TON/PHA/63/TAS/07\).](#)

IV. Performance Indicators

(a) Agency Business Plan Performance Goals

Through decision 73/30, the Executive Committee adopted the following performance indicators for UNEP for 2015:⁵

Type of indicator	Short title	Calculation	2015 target	UNEP assessment of 2015 results achieved
Planning--Approval	Tranches approved	Number of tranches approved vs. those planned*	56	On time

⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/62, Annex VII.

Type of indicator	Short title	Calculation	2015 target	UNEP assessment of 2015 results achieved
Planning--Approval	Projects/activities approved	Number of projects/activities approved vs. those planned (including project preparation activities)**	69	On time
Implementation	Funds disbursed	Based on estimated disbursement in progress report	US \$9,510,335	Delay in disbursement of funds due to the introduction of Umoja in 2015
Implementation	ODS phase-out	ODS phase-out for the tranche when the next tranche is approved vs. those planned per business plans	94.5	On time
Implementation	Project completion for activities	Project completion vs. planned in progress reports for all activities (excluding project preparation)	99	On time
Administrative	Speed of financial completion	The extent to which projects are financially completed 12 months after project completion	14	Delay in disbursement of funds due to the introduction of Umoja in 2015.
Administrative	Timely submission of project completion reports	Timely submission of project completion reports vs. those agreed	Yes	On time
Administrative	Timely submission of progress reports	Timely submission of progress reports and business plans and responses unless otherwise agreed	Yes	On time

* The target of an agency would be reduced if it could not submit a tranche owing to another cooperating or lead agency, if agreed by that agency.

** Project preparation should not be assessed if the Executive Committee has not taken a decision on its funding.

(b) Cumulative Completed Investment Projects

Not applicable to UNEP.

(c) Cumulated Completed Non-Investment Projects

UNEP has completed a total of 56 non-investment projects excluding project preparation assistance. Of the total amount of US\$ 13,150,982 approved 82% has been disbursed. It took an average 24 months from first approval and 32 months from approval to completion. The breakdown and details are provided in the Annexes.

(d) Cumulative Ongoing Investment Projects

Not applicable to UNEP.

(e) Cumulative Ongoing Non-Investment Projects

UNEP has 385 ongoing non investment projects excluding project preparation assistance. Of the total amount of US\$ 53,552,942, approved 29 % has been disbursed. It took an average of 24 months from approval for the first disbursement. The average number of months from approval to planned completion is 32 months. The breakdown and details are provided in the Annexes.

V. STATUS OF AGREEMENTS AND PROJECT PREPARATION (WHERE APPLICABLE), BY COUNTRY

(a) Agreements to be signed/executed/finalized and when they will be ready for disbursing

In 2015, UNEP assisted the following 40 countries with the preparation and submission of their IS renewal requests, and then with the establishment of agreements for the project implementation:

Angola	Cape Verde	Seychelles	Tonga
Burkina Faso	Chad	Sierra Leone	Palau
Djibouti	Cameroon	Sudan	Niue
Equatorial Guinea	Comoros	Afghanistan	Guyana
Guinea	Gabon	Bhutan	Barbados
Kenya	Liberia	Cambodia	Grenada
Mali	Niger	Mongolia	Haiti
Zimbabwe	Congo	Philippines	Honduras
Burundi	Rwanda	Samoa	Jamaica
Benin	Senegal	Solomon Islands	Nicaragua

These renewals represents 38% of all of the IS projects in UNEP's project portfolio:

Region	Total number of countries assisted by UNEP for IS	Number of IS renewals approved in 2015
Africa	47	23
Asia Pacific	26	10
West Asia	5	0
Europe & Central Asia	5	0
Latin America & Caribbean	23	7
Total	106	40

(b) Project Preparation by country, approved amount, and amount disbursed

UNEP has 2 completed project preparation activities totaling US\$ 40,000, of which 24% has been disbursed. It took an average 24 months from first approval and 32 months from approval to completion. As of 31 December 2015, UNEP also has 0 ongoing project preparation activities totaling US\$ 0, of which 0 % has been disbursed.

VI. ADMINISTRATIVE ISSUES (OPERATIONAL, POLICY, FINANCIAL, AND OTHER ISSUES)

(a) Meetings Attended

UNEP participated in the following global Montreal Protocol meetings in 2015:

Meeting	Date and venue
Inter-Agency Coordination meeting 1	26-27 February, Montreal
Workshop on HFC Management	20-21 April, Bangkok
35th Open-Ended Working Group meeting	22-24 April, Bangkok
74th Executive Committee meeting	18-22 May, Montreal
36th Open-Ended Working Group meeting	20-24 July, Paris
54th Implementation Committee meeting	27-28 July, Paris
Inter-Agency Coordination meeting 2	31 August-2 September, Montreal
55th Implementation Committee meeting	28 October, Dubai
Resumed 36th Open-Ended Working Group meeting	29-30 October, Dubai
27th Meeting of the Parties to the Montreal Protocol	1-5 November, Dubai
75th Executive Committee meeting	16-20 November, Montreal

UNEP will provide an update of the regional/national meetings in which it participated in 2015, as well as meetings organized by CAP itself, in the 2017 CAP Work Programme and Budget which is being submitted to the 77th meeting of the Executive Committee.

(b) Implementing Agency and Other Co-operation

UNEP's work under the Multilateral Fund is performed in close cooperation and coordination with the Multilateral Fund Secretariat, Ozone Secretariat, the other Implementing Agencies (UNDP, UNIDO, World Bank), bilateral agencies, and other partners at the international, regional and national levels.

Regional Network meetings. UNEP invited the Multilateral Fund Secretariat, Ozone Secretariat, and other Implementing Agencies to all of the main meetings of the Regional Networks of Ozone Officers. This action facilitated the work of the Secretariats and agencies by providing a convenient platform for conveying their key messages to Article 5 countries in a given region, easy access to Ozone Officers and partners for bilateral discussions on compliance issues, and opportunities to discuss and advance their agency's project preparation and implementation activities.

HPMP implementation. UNEP implements many of its projects on the ground in countries jointly with other Implementing Agencies, where each agency co-implements complementary parts of a single project. For example, in 2015 UNEP was the Lead Agency for the HPMP implementation for 72 Article 5 countries, and the Cooperating Agency for the HPMPs of 30 countries. UNEP cooperated with UNIDO, UNDP, Germany and Japan for HPMP implementation.

(c) Other Issues

No issues.

Annex I: Country Developments

A. Highlights of projects and activities (other than IS)

B. Institutional strengthening

UNEP assisted the following 106 countries with the implementation of their IS projects in 2015:

Afghanistan	Fiji	Niger
Albania	Gabon	Niue
Algeria	Gambia	Palau
Angola	Grenada	Panama
Antigua and Barbuda	Guatemala	Paraguay
Bahamas	Guinea	Peru
Bahrain	Guinea-Bissau	Philippines
Barbados	Guyana	Republic of Moldova
Belize	Haiti	Rwanda
Benin	Honduras	Saint Kitts and Nevis
Bhutan	Iraq	Saint Lucia
Bolivia	Jamaica	Saint Vincent and the Grenadines
Botswana	Kenya	Samoa
Brunei Darussalam	Kiribati	Sao Tome and Principe
Burkina Faso	Kuwait	Saudi Arabia
Burundi	Kyrgyzstan	Senegal
Cambodia	Lao People's Democratic Republic	Seychelles
Cameroon	Lesotho	Sierra Leone
Cape Verde	Liberia	Solomon Islands
Central African Republic	Madagascar	Somalia
Chad	Malawi	South Sudan
Comoros	Maldives	Sudan
Congo	Mali	Suriname
Cook Islands	Marshall Islands	Swaziland
Cote d'Ivoire	Mauritania	Tanzania
Croatia	Mauritius	Timor Leste
DPR Korea	Micronesia FS	Togo
DR Congo	Mongolia	Tonga
Djibouti	Morocco	Tuvalu
Dominica	Mozambique	Uganda
Dominican Republic	Myanmar	Vanuatu
Ecuador	Namibia	Vietnam
El Salvador. Equatorial Guinea	Nauru	Yemen
Eritrea	Nepal	Zambia
Ethiopia	Nicaragua	Zimbabwe

C. Activities that were provided by UNEP from its administrative costs

As per the approved 2015 CAP Work Programme and Budget, UNEP funded two posts from programme support costs in 2015 to provide administrative and financial support for the programme:

- Monitoring & Administration Officer, P4 (budget line 1104)
- Assistant Monitoring & Administration, G6 (budget line 1304).

D. Activities conducted by UNEP to assist other agencies

Implementing joint activities with partner implementing agencies proved to be cost effective and strategic in meeting country and regional needs. Several examples are highlighted below:

- HPMP Lead Agency. In its role as Lead Agency for HPMPs, UNEP coordinated with and supported the activities of the Cooperating Agencies for project preparation, reporting and liaison with the National Ozone Unit and Multilateral Fund Secretariat.
- Joint missions to Article 5 countries. UNEP undertook a number of joint field missions with sister agencies UNDP and UNIDO for HPMPs implementation activities and addressing specific compliance issues. Such missions resulted in enhanced and coordinated delivery of services at the national level.